L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 2 JUILLET 1872. — Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LEBET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NEW ORLEANS JUL 9 1872 F. FLANDERS, ... OR.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN, 2 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à midi, à la Bourse d'Encan St-Louis, rue St-Louis — Deux terrains dans le Deuxième District, entre les rues Esplanade, Bayou, Tonti et Rocheblave. — Aussi à 5 heures P. M., au No 128, rue St-André, un lot de quenouilles et effets.

Par [illegible], au No [illegible], rue des Remparts — Un lot de [illegible].

Par [illegible], coin des rues Dauphine et [illegible] — Le stock de la dite grocerie.

Par [illegible], à sa salle d'encan, 61 rue du Camp — Vente régulière de meubles.

Par Vincent & Co., aux Nos 67 et 69 de la rue de la Douane, marchandises sèches, étrangères et américaines.

Par [illegible] & Co., au No 28 de la rue de Chartres — Chaussures, tiges de ce [illegible].

AVERTISSEMENT !!

[illegible] de valeur, à l'encan [illegible]

[illegible]

Pour le détail et les conditions voir aux annonces.

AVERTISSEMENT !

Le Shérif [illegible] à 5 heures P. M., sur les lieux, à l'encan [illegible] No 128 rue St. André, [illegible] Chique[illegible] et [illegible] Quatrième District.

Projet d'Emprunt de Dix Millions.

Qu'est devenue l'Association des citoyens ? Que font les réformistes ? A quoi songe l'Association de résistance aux taxes ? Citoyens à la rescousse ! Le feu est aux poudres.

Voici ce dont il s'agit. Les grands financiers, qui composent notre Conseil de ville, comprenant que les idées de masse viendront pour eux en novembre prochain, et que le peuple les priera de céder la place à d'autres, ont voulu faire un coup d'éclat qui laisse une trace ineffaçable de leur passage aux affaires.

Il existe entre les mains d'un certain nombre d'agioteurs, de courtiers et de capitalistes, quantité de papier de ville en souffrance : Bons de cost, Bons de cale, mandats métropolitains et autres, certificats de toute nature. Ce papier n'est plus dans les mains des créanciers primitifs, il a été acheté à 30 ou 60 cents à la piastre, plus ou moins. Les Bons ont une origine qui aurait besoin d'être scrupuleusement vérifiée. Qu'importe tout cela ! Ou plutôt cela importe beaucoup aux financiers du Conseil et à leurs amis. Ils ont donc imaginé d'autoriser l'agence fiscale de la ville, la banque présidée par M. Van Norden (*of tin box memory*) à contracter à Londres et ailleurs un modeste emprunt de DEUX MILLIONS de livres sterling (DIX MILLIONS DE DOLLARS). L'ordonnance, à cet effet, sera présentée aujourd'hui au Conseil.

Cet emprunt servira soit par échange, soit par paiement, à éteindre les bons de pavage, de drainage, les bons émis avec ou sans autorisation, les mandats, les certificats et autres titres de dette flottante.

La combinaison paraît magnifique à notre confrère du *Times*, qui s'extasie sur les bienfaits qu'elle produira.

Pour nous, nous ne discuterons pas la question au fond, mais nous nous contenterons de protester contre tout emprunt effectué par l'agence fiscale actuelle, dont le titre est contesté, et sous l'autorité d'un conseil dont la légalité est également contestée par des milliers de contribuables qui refusent, avec raison, de payer leurs taxes.

Des élections vont avoir lieu en novembre. Il convient de laisser au nouveau conseil, qui sera élu par le peuple, le soin de prendre des mesures convenables pour la vérification et la liquidation des dettes de la ville. Si nous avons une administration réellement réformiste, le crédit de la ville remontera immédiatement, et, si un emprunt est nécessaire, il pourra être effectué dans de bien meilleures conditions qu'aujourd'hui.

Ceux qui ont rédigé le projet d'ordonnance signent, paraît-il, à ce que l'agence fiscale actuelle profite du bénéfice de toute l'opération, car la section 6 porte que "si l'agence fiscale réussit, dans les six mois qui suivront le passage de l'ordonnance, à effectuer la négociation d'un huitième du total de l'emprunt projeté, total qui est fixé de façon à ne pas dépasser deux millions de livres sterling, elle aura droit au contrôle du reste des négociations, en tant qu'il pourra être autorisé par le Conseil, et elle ne pourra être privée, en faveur de qui que ce soit, excepté pour mauvaise gestion, ou non succès de la négociation d'aucune partie de l'emprunt après six mois à partir du jour où elle aura été autorisée."

Nous ne savons si on peut empêcher, par voie d'injonction ou autrement, le Conseil des administrateurs de voter et d'appliquer une pareille ordonnance, mais les contribuables doivent protester, sous une forme ou sous une autre, contre la légalité d'un pareil contrat. Il n'y a, dans cette affaire, qu'un jeu au profit de la banque de M. Van Norden, et, pour enrichir les actionnaires de cette banque, on grèverait des millions de titres de dette qui ont besoin d'être scrupuleusement examinés.

Nous comptons qu'il se trouvera, dans le Conseil, quelque administrateur assez courageux pour s'opposer au projet d'ordonnance.

P. S.—Nous apprenons que l'agence fiscale se croit si certaine du passage de l'ordonnance qu'elle a déjà escompté une partie de l'emprunt et qu'elle a fait tirer des traites importantes sur l'Angleterre.

LE MONDE ILLUSTRÉ.—MM. Hébert & Cie, rue de Chartres, ont reçu le numéro du 15 juin de cette publication.

BOSTICK & SEYMOUR. — Cette maison, qui fait des affaires en quincaillerie fort étendues, vient de donner un intérêt à M. Philip A. Cohen, l'un de ses employés. M. Cohen est un jeune homme actif, énergique et qui a su se rendre populaire auprès des clients de la maison. Nous le complimentons [illegible] et nous croyons que la maison Bostick & Seymour ne pourra que se féliciter du concours qu'elle s'est ainsi assuré.

HABILLEMENTS.—Les acheteurs sont invités à aller visiter le beau stock d'habits en casimir, d'habits noirs en alpaca et autres étoffes, qui se vendent à des prix on ne peut plus modérés, chez MM. Pierson & Hews, rue du Camp Nos 13 et 15.

UN BILLET GAGNANT.—M. G. Rosmond, boucher, rue Julia No 427, estimé, ainsi qu'on pourra le voir dans une annonce insérée plus loin, qu'il avait pris un quart du billet combinaison Nos 32, 70, 75, Classe 155, de la Loterie de l'État de la Louisiane. Le dit billet, qui avait coûté 25 cents au bureau de J. R. Hardy, rue de Chartres No 127, a gagné le prix capital de six mille piastres et a été payé sur présentation, au bureau de la Compagnie. Voilà un beau revenu pour une somme de 25 cents, et nous sommes sûrs que M. Rosmond n'a jamais fait de meilleure spéculation. C'est encourageant pour tout le monde, car il y a bien peu de gens qui n'aient 25 cents à aventurer au bureau de la Loterie.

C'est un genre de bienfaisance que nous accomplissons quand nous recommandons l'usage du Baume aux Navets Indiens, car ce baume, vraiment extraordinaire, a déjà fait de nombreux miracles dans le traitement des affections de poitrine. Mais on ne saurait trop le faire connaître, et nous engageons toutes les familles qui n'en ont pas encore usé, à s'en procurer au plus tôt. Le "Baume aux Navets Indiens" paralysait le mal à sa naissance.

VINAIGRE, CHAMPIGNONS.—M. Ant. Lanata, rue Jefferson, Nos. 9 et 11, vient de recevoir, par le navire *Volontaire*, de Bordeaux, et à vendre du vinaigre de vin blanc, des caisses de champignons, saucissons de Lyon et autres articles alimentaires.

LE YEAST POWDER (Poudre-Levain) de John S. Dobbins, n'a [illegible] rapport de la pureté et [illegible]. Essayez-le lui et vous [illegible] par épreuve.

[illegible]

Un nouveau projet de machine pour les Waterworks.

On dit que les administrateurs de ville veulent laisser après eux un monument qui atteste leur sollicitude pour les intérêts de la cité. Il paraît que cet monument ne sont pas contents des quatre ou cinq millions qu'il faudra ajouter à la dette municipale pour payer les travaux de déblaiement au prix fixé par la Législature, pour payer le revêtement en fer de la digue sur le lac et les nombreuses machines qu'il faudra se procurer pour utiliser ces travaux. Il nous semble que ce monument là était assez coûteux et dispensait de tout autre. Pour des hommes prenant véritablement en souci l'avantage de la ville, il y avait une chose à faire et plus pressée que toutes les autres, c'est une réforme s'étendant à tous les départements administratifs et diminuant notablement les charges dont les contribuables sont grevés [illegible]. Cet allégement est une nécessité, et c'est ce que doit dire souvent à ses collègues, M. Walton, l'administrateur des finances. M. Walton a dû leur dire que si l'on ne [illegible]

[illegible]

Nous ne discutons pas sur le mérite de l'appareil, et nous avouons franchement notre incompétence en matière de mécanique et de physique ; mais nous demanderons aux administrateurs de ville, s'ils sont plus mécaniciens que nous, et si, plus que nous, ils connaissent les lois de la physique. Nous leur demanderons encore si le résultat de ce changement sera une plus grande abondance d'eau pour tout le monde, et une abondance à meilleur marché ? Ces deux derniers points sont les points capitaux qui dominent la question des water-works. Or, nous ne voyons dans le changement proposé rien de déterminant. Des frais d'abord et de grands frais, et ensuite une expérience sans certitude. En troisième lieu, une expérience qui ne donnerait pas plus d'eau quand même elle réussirait, c'est-à-dire quand même le moteur nouveau vaudrait l'ancien, puisque les tuyaux n'en seraient pas prolongés d'un pouce.

Quant aux frais, les administrateurs disent que la vente des terrains occupés par les réservoirs en payera la moitié, et que l'emploi d'un plus grand nombre d'hydrants payera le reste. Mais tout cela est conjecture. Les water-works occupent un emplacement qui a peu de valeur. On ne réside pas dans le voisinage où ils se trouvent. Ce voisinage est pris par des presses à coton qui étaient employées quand la Nouvelle-Orléans recevait deux millions de balles, et qui ne le sont plus aujourd'hui. Aussi plusieurs sont-elles à vendre, et les acheteurs ne se présentent pas. Il y a dans ce quartier un vaste périmètre abandonné de tout temps aux entrepôts, aux presses à coton, aux forges, aux fonderies et autres établissements industriels. Presque tous sont déserts maintenant. On y voit peu de monde le jour, et le soir on n'y voit personne. Les terrains des water-works sont donc invendables, excepté à vil prix. Quant aux abonnements aux water-works, il n'y en aurait pas un de plus, à moins que l'eau ne fût à très bon marché, et c'est ce dont nous sommes [illegible] dans l'ignorance. Ne pourrait-il pas arriver que l'eau fût plus chère après l'établissement du nouvel appareil ? Nous avons vu, à propos des water-works, tant de propositions diverses, que nous sommes effrayés de celle-ci [illegible].

Mais on nous dit, pour nous inspirer confiance, que cette ingénieuse méthode de forcer l'eau est de M. Sylvester Bennett, un des plus habiles mécaniciens du Sud, et qui réside à la Nlle-Orléans depuis plus de trente ans. Certes, nous en convenons, cette longue résidence est respectable, et nous avons bonne opinion du caractère de M. Bennett. [illegible]

[illegible]

Voilà le monument que les administrateurs de ville veulent laisser après eux. [illegible]

HÔTEL ST-LOUIS.—Nous publierons régulièrement, à partir du présent numéro, à la deuxième page de l'*Abeille*, la liste complète des voyageurs arrivés chaque jour à l'Hôtel St-Louis.

ÉLECTIONS DE LA CORSE. — Les résultats connus, moins 25 communes, donnaient à M. Abatucci, candidat impérialiste, 26,737 voix, et à M. Savelli, républicain, 13,880.

ÉLECTIONS RÉPUBLICAINES EN FRANCE. [illegible]

[illegible]

Revue des Journaux.

[illegible]

MM. Christian Schneider, H. S. [illegible], Robert Watson, Jon. A. Stevenson et Chas. E. Allen [illegible] M. Kellogg [illegible]

[illegible]

Cette correspondance fournit au *Times* l'occasion d'un parallèle entre Kellogg et Warmoth, deux importations de l'Illinois ; mais le parallèle, sans être à l'avantage de ce dernier, est défavorable au premier. [illegible]

Le *Times*, dans son édition d'hier soir, fait l'éloge du projet d'ordonnance que nous combattons ailleurs. [illegible]

Le *Picayune*, dans son édition d'hier soir, fait ressortir les conséquences funestes que peut avoir pour nombre d'industries, une décision du juge Cooley [illegible]

"UN NOUVEAU FLÉAU"—Un des principaux planteurs de Terrebonne nous apprend qu'un ver inconnu jusqu'alors vient de faire son apparition dans cette paroisse et dans quelques autres. Ce ver dévore toutes les feuilles de la canne à sucre et ne respecte que la tige qu'il est impuissant à entamer. Les habitants ne savent pas encore à quel degré la canne aura à souffrir de ce complet dépouillement de son feuillage qui la protégeait contre les effets de la grande chaleur et de la sécheresse.

Louisiane.

Correspondance de "l'Abeille."

Paroisse de Plaquemines, le 29 juin 1872.

[illegible]

ALPHA.

CONDAMNATION DU RADICAL. — [illegible]

[illegible]

CHRONIQUE DE LA VILLE.

[illegible]

DÉPÊCHES Télégraphiques TRANSMISES A L'ABEILLE.

TEMPÉRATURE.—1er juillet 1872.

Thermomètre de C. Dumaine [illegible]

EUROPE.

[illegible]

WASHINGTON.

[illegible]

DIVERS.

[illegible]

MARCHÉS.

[illegible]

AVVISO

[illegible]

Avviso.

[illegible]

Le Vieux Salomon.

[illegible]

Au Public.

[illegible]

PIERSON & HEWS,

13 & 15......RUE DU CAMP......13 & 15

[illegible]

Grand Stock

— DE —

LINGE ET LINGERIE.

[illegible]

LIQUIDATION COMPLÈTE.

Maison à Louer,

[illegible]

A. SIMON,

[illegible]

Allez à la Maison de Deuil,

[illegible]

Machine à Coudre, Perfectionnée,

— DE —

SINGER,

A L'USAGE DES FAMILLES.

LA MACHINE A COUDRE PAR EXCELLENCE.

[illegible]

SOUTHERN AGENCY

— OF —

FRENCH BRANDIES,

Vor. MAIGNAN & F. LABORDE,

[illegible]

Comptoir de France.

[illegible]

Demande de Cuisinier.

[illegible]

L. D. [illegible] & CO.,

MARCHANDS DE FARINE

[illegible]

La seule Fabrique

— DE —

CONFISERIE

AU SUD

Avec une Usine à vapeur.

H. CHAURANT & CO.

[illegible]

98... Rue Vieille-Levée... 98

[illegible]

CANDI

A la Nouvelle-Orléans.

[illegible]

CHAMPAGNE

Chs. FARRE

REIMS.

SEULS AGENTS AUX ÉTATS-UNIS.

Vor. MAIGNAN & F. LABORDE,

[illegible]

Nlle-ORLEANS.

A. CARRIÈRE & Co.,

NÉGOCIANTS-COMMISSIONNAIRES,

[illegible]

Pour Bordeaux.

[illegible]

EAUX-DE-VIE, VINS, &C.,

[illegible]

LOTERIE ROYALE DE LA HAVANE.

AVIS IMPORTANT

AU PUBLIC.

[illegible]

Divers ! Divers !!

[illegible]

LOTERIE DE LA HAVANE.

[illegible]

Loterie de la Havane.

[illegible]

W. H. HENNING,

[illegible]

GRANDE FABRIQUE

— DE —

CANDI

— DE —

NORMAN & REISS,

[illegible]

NORMAN & REISS

[illegible]

Sirops de Fruits

[illegible]

A vendre par

NORMAN & REISS,

[illegible]

HÉBERT & Cie.,

[illegible]

LIBRAIRIE FRANÇAISE.

Papeterie, Articles de Bureaux,

[illegible]

Avis.

[illegible]

J. E. MERILH & Co.

[illegible]

Pour Bordeaux.

[illegible]

CAZAUX & VERGNOLE

[illegible]

VINS, LIQUEURS, &c.,

[illegible]

Avertissement.

[illegible]

A Louer.

[illegible]

Vache Egarée.

[illegible]

A vendre,

[illegible]

J. BOUCHOUX,

[illegible]

SELLAGE,

[illegible]

Tirage de la Loterie de l'État de la Louisiane.

[illegible]

AMUSEMENTS.

Au Commerce.

[illegible]

GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE

[illegible]

Bazar de St-Martinville.

[illegible]

PAS DE POLITIQUE !

PAS DE FINESSE !

AUX CENT MILLE PALETOTS

DU POSITIF !

DU BON MARCHÉ !

Voilà notre Programme.

TOUT LE MONDE LE RECONNAIT.

MICHEL LION

[illegible]

En débarquement du Navire

[illegible]

Demande de Pharmacien.

[illegible]

Nourrice.

[illegible]

Association d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

[illegible]

Avis

[illegible]

CHAUX DU CAP

— DE —

RICHARDS.

[illegible]

N. O. GOLD PEN FACTORY,

[illegible]

St-Charles & Commercial Place

[illegible]